

## L'éducation, terreau d'un développement et d'une science humaniste

Didier Spire

---

**Didier Spire**  
Rédacteur en chef

---

À la fin de l'année dernière, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) lançait un avertissement à notre nouveau millénaire en faisant un bilan critique de la situation mondiale. Insistant sur le caractère inégalitaire de la croissance et sur la marginalisation grandissante des pays pauvres, il montrait que, malgré une économie globalement plus prospère, bien des régions étaient loin de tirer leur épingle du jeu dans une économie mondiale de plus en plus dominée par l'accès au savoir et à l'échange d'informations. Le PNUD rappelait ainsi que « l'abolition de l'espace, du temps et des frontières crée certes un village mondial, mais que tous les individus ne peuvent en faire partie ».

Parmi les frontières citées, qui perdurent : celle du savoir, toujours aussi infranchissable. Dans les pays occidentaux, le fossé entre ce que savent les scientifiques et ce que comprend le public devient un obstacle au développement de la science clairvoyante et d'une politique publique. Nos concitoyens tirent davantage des résultats de nos recherches, mais sans rien connaître, le plus souvent, des mécanismes qui en sont à l'origine. On accepte la modernité comme une donnée extérieure, et il devient de plus en plus difficile d'anticiper, de comprendre les causes et les effets de l'évolution des connaissances.

Dans les pays du Sud, les difficultés actuelles ne seraient surmontées de façon durable que si le savoir s'introduisait collectivement et librement pour renforcer

les capacités d'invention et si ses utilisateurs ne se contentaient pas d'appliquer sans les dominer des résultats issus de recherches effectuées ailleurs. Il y a une persistante asymétrie dans les capacités de recherches mondiales. Les pays du Tiers-Monde n'assurent que 10 % de la recherche-développement, les pays industrialisés 85 %. Là aussi, le monde reste divisé entre riches et pauvres.

Un colloque international sur l'accumulation du savoir s'est tenu l'année dernière à Cotonou (Bénin). Les participants y ont souhaité la mise en place d'un nouvel ordre scientifique mondial, en déclarant : « Pour que les conquêtes de la science servent réellement au développement du Tiers-Monde, et singulièrement de l'Afrique, il faut au minimum instituer dans les pays concernés et dans leurs rapports aux pays industrialisés, un autre mode de gestion du savoir et du savoir-faire que celui qui prévaut actuellement. »

Poser ainsi le problème du savoir, c'est avant tout le lier au concept de « pensée autonome » (du grec « *autos nomos* », qui se donne sa propre loi). L'autonomie dans le domaine de la pensée conduit à l'interrogation constante et permet de se remettre sans cesse en cause.

Une société, par exemple rurale, autonome (qui crée ses propres institutions, après débat collectif) nécessite des individus autonomes, c'est-à-dire des personnes qui n'agissent qu'après réflexion et délibération. Cela pose le problème de la liberté et de la démocratie de cette société. Si les paysans ne peuvent participer au débat sur l'évolution de leur

société et affirmer leurs besoins réels, sont-ils libres ? Et comment s'exprimer judicieusement et démocratiquement si les différents partenaires de la discussion n'ont ni la formation ni la possibilité d'employer des arguments corrects ?

Par ailleurs, pour pouvoir entrer dans un processus de développement durable, tout pays doit aussi disposer d'une masse critique de personnes qualifiées dans toutes sortes de domaines. On y puisera les scientifiques, les techniciens, les ingénieurs qui répondront aux problèmes complexes de leur environnement et de leur économie.

La formation en grand nombre d'individus compétents correspond donc à un besoin urgent.

Or, l'absence de cette masse critique, en dépit d'efforts importants, se fait encore sentir dans de nombreux pays en développement, et nuit à la conduite des études et recherches utiles à la prise de décision.

La réussite d'un développement durable, qui nécessite d'ailleurs une meilleure connaissance de soi-même et des autres, et la communication entre générations, repose donc bien sur l'apprentissage d'un savoir de base, adaptable aux conditions locales et aux modifications du futur, et sur un savoir plus spécialisé mais, lui aussi, adaptable et multidisciplinaire.

C'est là qu'intervient l'éducation.

L'idée s'impose de plus en plus que l'éducation représente l'une des armes les plus puissantes dont nous disposons pour modeler le futur en évitant les écueils, et sortir du sous-développement, à la condition, essentielle pour sa réussite, qu'elle s'appuie sur la culture. Chaque culture, chaque pays doit conserver la pleine responsabilité de ses objectifs d'éducation. À son tour, l'éducation devra nourrir la culture, considérée telle que l'écrit P. Chamoiseau « comme une réponse globale à la situation des visions du monde, des us et coutumes ».

Chacun reconnaît et clame aujourd'hui, non seulement que l'éducation est un droit, mais que c'est un facteur décisif pour sortir de la pauvreté et que toute société ne peut progresser que sur la base des connaissances dont elle dispose et dans sa capacité à les approfondir et à les diffuser.

Et pourtant, que fait la communauté internationale pour réduire l'analphabétisme ? Neuf cents millions d'êtres humains sont encore analphabètes. Plus de 110 millions d'enfants ne vont pas à

l'école. « Si j'étais prince ou législateur, je ne perdrais pas mon temps à dire ce qu'il faut faire. Je le ferais ou je me tairais » a écrit J.-J. Rousseau. Cette phrase devrait être agitée sans cesse devant ceux qui dirigent ce monde. Car tous connaissent les projets qui permettraient d'améliorer la situation. Une situation qui n'est pas neuve. Jules Ferry, initiateur de l'École publique en France, écrivait déjà en 1870 : « l'inégalité d'éducation est un des résultats les plus fâcheux du hasard de la naissance. Avec l'inégalité d'éducation, je vous défie d'avoir jamais l'égalité des droits, non l'égalité théorique mais l'égalité réelle. Et l'égalité des droits est le fond même et l'essence de la démocratie ».

Plus près de nous, en 1990, la Conférence mondiale de Jomtien (Thaïlande) s'était fixé certains objectifs pour la fin du siècle, parmi lesquels :

- universaliser l'enseignement primaire et garantir cinq ans d'école à tous les enfants du monde ;
- réduire de moitié le taux d'analphabétisme en insistant sur l'enseignement des femmes.

À cette même conférence, la communauté internationale avait convenu que l'éducation ne serait accessible à tous que si elle devenait l'affaire de tous.

Le nouveau forum mondial prévu en avril à Dakar doit dresser un bilan de cette dernière décennie ; mais on voit bien que les buts ne sont pas atteints, malgré quelques résultats partiels.

Que manque-t-il donc pour que, dans ce nouveau millénaire de la modernité, tout être humain puisse développer ses possibilités ? Sur quelles méthodes s'appuyer pour que disparaisse cette inégalité du savoir ?

Reprenons la définition du dictionnaire, Le Robert : « L'éducation, c'est la mise en œuvre des moyens propres à former et développer un être humain. »

Cela implique que la finalité de l'éducation ne se réduise plus à dispenser une seule instruction ou la maîtrise de compétences techniques, mais qu'elle donne à l'apprenant les moyens de s'ouvrir au monde dans le plein épanouissement de ses capacités. Avant tout, il faut un changement dans les principes même d'une éducation pour tous et dans notre façon d'organiser la connaissance, car il est urgent de faire sortir l'institution scolaire de ses murs traditionnels pour atteindre ceux qui sont exclus, et répondre aussi aux besoins exprimés par chaque société. À défaut d'innovations radicales, l'éducation ne réduira pas les inégalités, mais

creusera un peu plus le fossé entre riches et pauvres.

Pour mieux réussir, l'éducation ne doit pas se contenter du simple apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul ; elle doit intégrer les éléments issus du contexte socioculturel dans lequel elle se situe. Aussi est-il souhaitable que les communautés locales soient associées aux projets éducatifs. On retrouve là l'idée de liaison étroite entre culture et éducation, qui ne s'oppose pas à celle qui propose des données ou des valeurs universellement partagées. D'ailleurs, les pays où le progrès est le plus marquant sont en général ceux dont la politique éducative emporte l'adhésion des populations. On peut citer l'exemple du « Collège aux pieds nus », remarqué par l'UNESCO, où, dans un des États les plus pauvres de l'Inde, deux générations de villageois sans aucun diplôme ont été formés, puis sont devenus à leur tour enseignants et techniciens, permettant à plus de cent mille personnes d'avoir accès à une formation et de participer au développement de leur région, l'idée de base étant de faire appel aux compétences locales avant de les chercher à l'extérieur.

Un autre élément essentiel au changement nécessaire est l'éducation tout au long de la vie. Il faut rompre avec la conception qui ne voit dans l'éducation qu'un moment de l'existence (entre 6 et 20 ans), et pour quelques privilégiés seulement. Le concept de l'éducation en continu apparaît comme l'une des clés d'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle, où le changement est constant et rapide. Il s'agit non seulement d'obtenir une attitude d'adaptation face aux mutations accélérées de la vie professionnelle qui nous entoure, mais au-delà même de cette adaptation, de permettre une construction évolutive de sa propre personnalité, de son avenir, de ses facultés de jugement et d'action.

Par ailleurs, ce qui est enseigné aujourd'hui apprend davantage à séparer plutôt qu'à relier ce qui pourtant forme un ensemble. On observe une inadéquation persistante entre un savoir disciplinaire, spécialisé, fragmenté, cloisonné, et les problèmes qui se posent à nous, de plus en plus transversaux, globaux, nécessitant la pluridisciplinarité. Et cette formation cloisonnée retentit ultérieurement sur la façon dont les scientifiques envisagent l'intégration de leurs recherches dans le réel.

Or, un esprit qui n'a pas les capacités de répondre, ou au moins de comprendre le

contexte dans lequel il se situe devient vite inopérant et irresponsable. « Plutôt une tête bien faite qu'une tête bien pleine », telle est bien la finalité qu'il faut retrouver aujourd'hui, dans un contexte de complexité du savoir grandissant. La forme d'intelligence dont on a besoin doit avoir les capacités de contextualiser et de globaliser.

Les aptitudes synthétiques doivent devenir l'un des impératifs de l'enseignement, sans négliger les apprentissages de base fondés sur l'analyse et le concret. Ainsi, pourra-t-on « fortifier l'aptitude interrogative et lier le savoir au doute » (Edgar Morin), et apprendre à intégrer les savoirs particuliers dans des contextes plus larges.

Une commission internationale, la Commission Delors, créée par l'UNESCO en 1993 pour conduire une réflexion novatrice sur la manière dont l'éducation pourra faire face aux défis du futur, a proposé un certain nombre de pistes pour les années à venir, faisant reposer ses propositions sur quatre piliers :

1. *Apprendre à connaître*. Concilier une culture générale suffisamment étendue avec la possibilité d'approfondir quelques matières. Donner le goût d'apprendre et les bases pour le faire.

2. *Apprendre à faire*, c'est-à-dire acquérir les compétences qui permettent de faire face à des situations nouvelles, au-delà de l'apprentissage d'un métier. Apprendre aussi le travail en équipe.

3. *Apprendre à être*, c'est-à-dire à acquérir une plus grande capacité d'autonomie et de jugement, et renforcer son sens de la responsabilité.

4. *Apprendre à vivre ensemble*. Développer la connaissance des autres, de leur histoire, de leurs traditions, pour créer un nouvel état d'esprit soit dans des projets réalisés en commun, soit lors de conflits qui seront gérés plus intelligemment et plus pacifiquement.

Un tel programme a d'abord besoin pour sa réalisation d'une solidarité à tout niveau, depuis celle qui est assurée par la famille, les groupes, les sociétés rurales, citadines jusqu'à celle des régions, des États, de la communauté internationale.

L'éducation coûte cher, et coûtera encore plus cher si l'on veut satisfaire au principe de l'éducation pour tous. La poursuite des propositions précédemment invoquées nécessitera de gros investissements.

Or, les dépenses publiques en éducation ont tendance à stagner partout (5 à 6 % du PIB dans les pays industrialisés, 4 %

ailleurs). Le pilotage de cette réforme éducative sera certainement l'un des grands enjeux des vingt prochaines années.

Face au manque de moyens, certains recherchent déjà un élargissement du financement dans le secteur industriel et commercial dans l'hypothèse où la puissance publique ne relèverait pas le défi. L'amélioration du système éducatif requiert du politique qu'il assume toute sa responsabilité. Il ne peut faire comme si le « marché » était capable de pallier ses insuffisances. Rappelons que quatre jours du budget annuel militaire de chaque pays permettraient déjà de supprimer l'analphabétisme et qu'il s'agit donc bien d'un choix politique.

Nous devrions être prêts à investir dans l'éducation ce que nous étions prêts à investir dans la guerre, et à payer ainsi le prix de la paix.

Pour la plupart d'entre nous, l'enseignement est essentiellement un service public chargé de l'éducation. Mais pour ceux qui sont sans cesse en quête de nouveaux profits, il s'agit d'un marché au budget annuel mondial de mille millions de dollars, avec cinquante millions de travailleurs (les enseignants) et un milliard de clients potentiels (les élèves).

Le danger qui nous guette est donc la marchandisation du savoir. L'OMC a d'ailleurs entamé un processus de « libéralisation de l'éducation », la décision d'étendre aux services ce qui était applicable aux seuls produits marchands remontant à 1994. Cet accord sur le commerce des services (AGCS) comprenait déjà l'enseignement. Les travaux continuent et pourraient réapparaître dans le futur « cycle du millénaire », car le marché de l'éducation se développe activement.

Progressivement, l'acte éducatif deviendrait alors un produit marchand, une marchandise mesurée selon les critères du chiffre d'affaire, du prix de revient, des bénéfices, du volume d'emploi.

« Introduire le régime commercial dans des univers qui ont été construits peu à peu contre lui, c'est mettre en péril les œuvres les plus hautes de l'humanité, l'art, la littérature et même la science » écrivait récemment Pierre Bourdieu. J'ajouterai que c'est une atteinte au principe de dignité qui dit qu'il ne faut pas traiter les êtres humains comme objet, ni les utiliser à des fins qui leur sont étrangères.

De ces réflexions, chacun doit comprendre que la recherche, qui dépend si étroitement des connaissances ac-

quisées au cours de l'enseignement, est intimement liée à l'éducation et particulièrement à l'éducation scientifique qui doit s'inspirer des principes décrits ci-dessus. Elle prend déjà ses racines à l'école primaire où il s'agit alors d'aiguiser la curiosité naturelle que les enfants portent aux phénomènes naturels qui les entourent, tout en les initiant à l'aspect quantifiable des phénomènes par les mathématiques. Si les enfants sont familiarisés très tôt avec les divers aspects de la science, ils seront plus aptes à comprendre sa fonction essentielle dans le processus intellectuel.

Au niveau du secondaire, les élèves doivent progressivement apprendre à juger par eux-mêmes et vérifier expérimentalement les lois scientifiques. Si, de plus, l'éducation introduisait l'histoire des sciences, les élèves pourraient alors mieux comprendre comment la science progresse, comment elle rectifie ses erreurs, et, devenus adultes, ils n'en resteraient pas à une vision où la découverte est spontanée, immédiate et définitive, sans l'inscrire dans l'évolution des idées et des techniques.

Au niveau de l'enseignement supérieur, les étudiants devraient surtout acquérir la conscience des limites de leur discipline, autant que des possibilités qu'elle peut apporter, en apprenant à poser les passerelles qui mènent à la multidisciplinarité.

En définitive, l'éducation scientifique devrait s'efforcer d'introduire une triple vision dans l'ensemble du *curriculum* : en premier lieu, une vision globale, car seule une approche d'ensemble permet d'évaluer et de choisir les diverses options qui s'offrent à nous, puis une vision à long terme, ouvrant sur le sens du durable, et enfin une perspective historique, afin de ne pas oublier que notre comportement est issu d'un passé qui permet, si l'on sait en analyser les données et en tirer les leçons, de modifier certains comportements et certaines pensées. Un scientifique complet doit avoir appris quatre choses au moins : créer, communiquer, critiquer, être citoyen. C'est avec ce bagage qu'il pourra évaluer les difficultés, redonner prééminence aux valeurs, proposer des stratégies et travailler à les mettre en œuvre. Un apprentissage rénové du savoir devrait l'y aider.

Didier Spire